Le paradigme du développement : de l'analyse critique du développement en Afrique à l'émergence de solutions durables

Sabine Nadembega

Mots-clés : Développement ; approches ; Afrique ; capitalisme ; socialisme.

Keywords : Development ; approaches ; Africa ; capitalism ; socialism.

Résumé

Le développement, institutionnalisé après le discours de Truman en 1949, est devenu un concept central du XXe siècle. Il a suscité de nombreux débats et donné naissance à diverses approches sur les moyens de favoriser le progrès économique et social des pays pauvres. Cet article s'appuie sur une revue systématique qualitative de la littérature pour analyser comment les objectifs politiques et économiques du paradigme du développement ont influencé l'émergence et l'évolution des principales approches du développement. L'évolution du paradigme du développement a été marquée par la confrontation entre plusieurs approches issues de visions idéologiques divergentes. D'une part, le bloc capitaliste, incarné par l'approche de la modernisation, les approches néolibérales, les besoins fondamentaux et le développement durable, s'est largement imposé comme le référentiel privilégié des politiques internationales. D'autre part, les approches critiques, inspirées des théories de la dépendance et du post-développement, voient le développement comme un outil de domination des pays riches sur les pays pauvres. Elles prônent un développement autonome fondé sur les savoirs locaux et sur l'économie sociale et solidaire. Toutefois, en Afrique, l'échec relatif de l'approche du développement endogène mise en œuvre en Tanzanie à travers *l'Ujamaa* illustre la complexité et le caractère multidimensionnel du processus de développement.

Abstract

Development, institutionalized following Truman's 1949 speech, became a central concept of the 20th century. It sparked numerous debates and gave rise to various approaches to promoting economic and social progress in poor countries. This article draws on a systematic review of the qualitative literature to analyze how the political and economic objectives underlying the development paradigm have influenced the emergence and evolution of the main approaches to development. The evolution of the development paradigm has been marked by tensions between several approaches stemming from divergent ideological visions. On the one hand, the capitalist bloc, embodied by the modernization approach, neoliberal approaches, basic needs, and sustainable development, has largely become the preferred framework for international policies. On the other hand, critical approaches, inspired by dependency and post-development theories, view development as a mechanism through which wealthy countries maintain their dominance over poor countries. They advocate for autonomous development based on local knowledge and the social and solidarity economy. However, in Africa, the relative failure of the endogenous development approach implemented through *Ujamaa* in Tanzania illustrates the complexity and multidimensional nature of the development process.

Pour citer cet article

Nadembega, S. (2026). Le paradigme du développement : de l'analyse critique du développement en Afrique à l'émergence de solutions durables. *Facteurs humains : revue en sciences humaines et sociales de l'Université Laval*, *3*(1), 1-18. https://doi.org/10.62920/y9yqsf27

© Sabine Nadembega, 2026. Publié par *Facteurs humains : revue en sciences humaines et* sociales *de l'Université Laval*. Ceci est un article en libre accès, diffusé sous licence Attribution 4.0 International (CC BY 4.0).



Introduction

La naissance du paradigme du développement fait débat : certains auteurs et autrices la rattachent au Néolithique en lien avec l'idée de progrès (Legouté, 2001), tandis que d'autres la situent au XVIIe siècle en l'associant à l'essor du capitalisme et au déclin de la société féodale au XVIIIe siècle (Larrain, 2013). Cependant, la politisation du concept de développement a pris de l'ampleur lors du discours du 33e président des États-Unis, Harry Truman, prononcé le 20 janvier 1949. Dans son discours, il affirme qu'il est nécessaire de créer un programme d'aide aux régions sous-développées. Il souligne que de nombreuses populations vivent dans la pauvreté, souffrent de maladies et connaissent un faible développement économique. Selon lui, les progrès scientifiques et techniques permettront désormais d'améliorer leur sort. Les États-Unis, grâce à leur avance industrielle et scientifique, doivent partager leurs connaissances avec ces pays afin de favoriser leur développement et de réduire la misère dans le monde (Rist, 2013).

Depuis son institutionnalisation à la suite du discours de Truman, le concept de développement est devenu un référentiel dominant des politiques internationales (Rist, 2013). Cependant, ce consensus apparent cache mal de profondes divergences quant à sa signification, à ses finalités et à ses effets réels sur les pays bénéficiaires. Alors que les approches de la modernisation présentent le développement comme un processus universel de progrès économique et social permettant aux sociétés dites « sous-développées » de créer de meilleures conditions de vie à leurs populations (Rostow, 1962), d'autres le décrivent au contraire comme un instrument de domination et de reproduction des rapports de pouvoir à l'échelle mondiale. Le développement apparaît ainsi comme un concept fondamentalement controversé, au croisement d'ambitions humanitaires, d'intérêts géopolitiques et de logiques économiques. Il faut noter que l'émergence du développement s'inscrit dans un contexte marqué par la reconstruction de l'Europe, la rivalité entre les États-Unis et l'URSS, les tentatives d'autonomisation du tiers-monde et la montée en puissance des Nations-Unies (Copans, 2010). Par ailleurs, l'affirmation du stratège de l'administration Truman et de ses associés du National Security Council Report-68 stipulait que le déclin des grandes puissances européennes (Allemagne, France, empire britannique) et du Japon avait conduit à une dangereuse lutte entre les États-Unis et une URSS déterminée à « imposer son autorité sur le reste du monde » (Latham, 2003). Cette proclamation a mis en évidence la dimension géopolitique du paradigme du développement, conçu comme un instrument de préservation de l'influence américaine et de limitation de l'expansion soviétique dans les régions en développement (Latham, 2003).

Sur le plan économique, le discours de Truman a également contribué à renforcer la position dominante des États-Unis sur la scène internationale en faisant de la croissance économique le principal critère du développement (Rist, 2013). L'adoption d'indicateurs tels que le Produit intérieur brut (PIB) et le Produit national brut (PNB) a favorisé une conception du progrès largement inspirée du modèle occidental (Rist, 2013). Présenté par les États-Unis comme une réponse universelle au sous-développement, le paradigme du développement s'est progressivement diffusé à l'échelle mondiale à travers de multiples programmes et interventions. L'Afrique est devenue l'un des principaux bénéficiaires des politiques de développement en raison de la combinaison de facteurs économiques, politiques, sociaux et historiques. En effet, la faiblesse de son industrialisation, l'ampleur de la pauvreté, les enjeux géopolitiques liés à la Guerre froide ainsi que les héritages de la colonisation ont conduit les institutions internationales et les pays donateurs à concentrer une part importante de leurs interventions sur le continent africain (Izenzama Mafouta, 2008).

La construction de l'État-nation comme forme d'organisation politique et économique devrait permettre aux pays africains nouvellement indépendants de surpasser les appartenances ethniques, religieuses, tribales et claniques ainsi que les allégeances multiples des populations, dans le but de les unifier dans un cadre où l'exercice et la légitimation du pouvoir s'effectuent sur des bases nationales (Izenzama Mafouta, 2008). La lutte contre le sous-développement devint alors le monopole des nouveaux États qui devaient travailler à rassembler et mobiliser tous les acteurs sociaux en transcendant les diversités identitaires ou naturelles autour de cet idéal commun qu'est la modernité. Pour les nouvelles élites africaines postindépendance, il fallait œuvrer à dépasser les réalisations des colons européens en ce qui concerne l'amélioration du bien-être des populations (Izenzama Mafouta, 2008).

Toutefois, malgré plus de sept décennies d'interventions, les résultats obtenus demeurent mitigés. Les indicateurs de développement relevés par la Banque Mondiale et les institutions des Nations Unions (BIT, FAO, OMS, UNICEF) montrent un retard de développement de l'Afrique qui se manifeste à travers plusieurs indicateurs socioéconomiques, tels que la persistance d'un niveau élevé de pauvreté, un faible revenu par habitant, des déficits en matière de santé et d'éducation, une forte insécurité alimentaire, un chômage important des jeunes ainsi qu'une vulnérabilité accrue aux crises économiques et à l'endettement.

Comment les différentes approches du paradigme du développement ont-elles influencé les conditions de vie des populations pauvres, et quelles solutions les auteurs africains proposent-ils pour répondre aux défis du développement du continent africain ? Pour alimenter la réflexion à ce sujet, cet article est structuré en trois parties : il présente successivement la méthodologie de recherche, une analyse critique des principales approches du paradigme du développement, puis les options de remplacement du modèle de développement capitaliste en Afrique en prenant pour cas illustratif l'expérience de l'*Ujamaa* en Tanzanie.

1 Méthodologie

La méthodologie adoptée dans le cadre de cet article repose sur une revue de littérature systématique qualitative de type thématique. L'une des qualités de la revue systématique est qu'elle permet d'examiner et de critiquer les affirmations parfois divergentes avancées dans les publications (Nambiema et al., 2021). Elle permet également de synthétiser les connaissances sur l'acceptabilité, la faisabilité, la mise en œuvre et les effets inattendus des interventions, tout en approfondissant la compréhension des facteurs qui expliquent leur efficacité ou leur inefficacité (Belaid et Ridde, 2020). Nous pensons qu'elle est particulièrement adaptée aux études du développement, qui s'intéressent autant aux approches et aux résultats des interventions qu'aux processus sociaux, économiques et politiques qui les sous-tendent. Dans un contexte marqué par l'abondance des publications sur la question du développement, la revue systématique constitue une méthode permettant de synthétiser qualitativement les connaissances et les données disponibles sur le concept de développement ainsi que sur ses différentes approches.

Notre recherche documentaire a été effectuée à partir des bases de données Cairn, de l'outil de recherche Sofia ainsi que du moteur de recherche scientifique Google Scholar. Les publications ont été sélectionnées sur la base de critères de pertinence préalablement définis, notamment leur nature scientifique (articles, ouvrages et chapitres d'ouvrages) ainsi que leur adéquation avec la thématique étudiée, puis soumises à une lecture approfondie. Au total, cinquante-deux documents scientifiques, toutes catégories confondues (articles, rapports, chapitres d'ouvrages, etc.), ont été analysés et synthétisés pour produire le présent article.

Après la sélection des documents, l'analyse des données a été effectuée de manière exclusivement manuelle, par une lecture critique et une synthèse de contenu thématique des publications retenues. L'analyse thématique a été réalisée selon une démarche en deux étapes. Dans un premier temps, les données ont été regroupées afin de construire des thèmes descriptifs permettant de synthétiser et d'organiser les principaux contenus issus des études retenues. Dans un second temps, ces thèmes descriptifs ont fait l'objet d'une analyse interprétative conduisant à l'élaboration de thèmes analytiques, lesquels permettent de dépasser la simple description des données pour proposer une analyse critique du paradigme de développement et de ses diverses approches.

2 L'analyse critique du paradigme de développement

2.1 Les approches capitalistes

2.1.1 Les approches de la modernisation

Selon Latham (2003), l'approche de la modernisation repose sur une représentation hiérarchisée des sociétés, dans laquelle les pays occidentaux sont érigés en modèle de référence pour les pays du tiers-monde. L'auteur explique que ses principaux théoriciens, notamment Rostow (1962), présentaient les États-Unis et plusieurs pays européens comme des sociétés déjà avancées dans le processus de développement grâce à l'individualisme, à la démocratie et aux occasions économiques ayant favorisé leur modernisation. Dans cette perspective, le défi central de la théorie de la modernisation consistait à promouvoir en Afrique, en Asie et en Amérique latine les valeurs libérales, les modèles économiques capitalistes et les institutions démocratiques, considérés comme les fondements du progrès social et économique (Latham, 2003). Il s'agit d'une véritable volonté de transformation profonde des sociétés dites traditionnelles vers la modernité.

Pour Rostow (1962), la modernisation repose sur un important investissement. Cet investissement devrait être financé par l'augmentation de la productivité agricole et des industries extractives. C'est ainsi que la modernisation en agriculture s'est fondée sur le transfert de technologies, la mécanisation, la recherche et la vulgarisation agricole pour transformer l'agriculture traditionnelle en une agriculture moderne et productive (Latham, 2003). Elle s'est accompagnée de l'industrialisation, soutenue par les investissements étrangers, et vise également à intégrer les sociétés rurales aux marchés nationaux en les faisant passer de l'isolement traditionnel à une économie monétariste et moderne (Ferguson, 1994).

L'approche de modernisation s'est appuyée sur des méthodologies structurelles et fonctionnalistes pour identifier les carences culturelles et les leviers de changement (Latham, 2003). Elle s'est basée surtout sur une approche holistique qui prend en considération non seulement les structures familiales, les relations économiques, les institutions locales, la religion, la culture, la santé, l'éducation et les loisirs, mais aussi les aspects matériels, la technologie, les attitudes et les ressources naturelles dans le but d'opérer de profonds changements (Latham, 2003 ; Rist, 1996).

2.1.2 Des politiques néolibérales, à l'approche des besoins fondamentaux et au développement durable

Depuis la déclaration de Truman en 1949 jusqu'aux années 1970, les politiques de développement ont privilégié la croissance économique, considérée comme le principal moteur du développement. Selon Allen et Anzalone (1981) ainsi que Srinivasan (1994), celui-ci était essentiellement mesuré par le revenu par habitant, tandis que l'État jouait un rôle central dans la mise en œuvre des politiques de développement. Durant cette période, l'État jouait un rôle central dans le développement en intervenant directement dans l'économie afin de garantir le plein emploi, la croissance économique et le bien-être de la population, parfois en se substituant au marché. Durant les Trente Glorieuses (1945-1975) qualifiées de l'« âge d'or du capitalisme » (Parpart et Veltmeyer, 2015) ou des « Trente Glorieuses » (Saney, 2015), l'intervention active de l'État dans l'économie, soutenue par les institutions de Bretton Woods, précisément la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, a favorisé une croissance économique exceptionnelle en poursuivant des objectifs de plein emploi, de croissance et de bien-être social (Harvey, 2007). Dominante durant les Trente Glorieuses, l'approche keynésienne a favorisé une forte intervention de l'État pour soutenir la croissance économique et le plein emploi. L'économie politique d'obédience keynésienne a été utilisée pour amortir les cycles économiques et garantir non seulement un niveau de plein emploi raisonnable, mais aussi la paix et la tranquillité intérieure de l'État, précisément en préconisant le consentement d'un compromis entre le capital et le travail (Harvey, 2005). De 1949 aux années 1970, le développement a été essentiellement assimilé à la croissance économique, une conception soutenue par les travaux de Simon Kuznets qui établissaient un lien entre croissance et réduction progressive des inégalités. Selon le *vertical down effect* et le *horizontal spead effect* développés par Lewis (1954), Fred et Ranis (1961), c'est de façon indirecte que les pauvres tireraient profit des dividendes de la croissance, et, par conséquent, l'ordre de passage établi concernant la propagation des fruits de la croissance fait profiter d'abord les riches capitalistes puis s'en suivront progressivement les travailleurs urbains et enfin les paysans (Ehrhart, 2006).

Dans les années 1970, ces modèles de l'économie politique ont été confrontés à une crise économique sévère. Belem (2010) note que l'émergence de la mondialisation, les crises économiques, les changements de politiques dans les pays industrialisés ainsi que la baisse des prix des matières premières ont contribué à aggraver l'endettement et à plonger de nombreux pays en développement dans la crise. Parmi la population mondiale, l'Organisation internationale du Travail dénombre 700 millions de personnes vivant dans une situation de dénuement total et 500 millions souffrant de sous-alimentation chronique, sans oublier les millions de personnes déjà frappées par la misère dont les problèmes liés aux maladies, à l'analphabétisme, au chômage et au sous-emploi viennent aggraver la vulnérabilité (Lê Abadie, 1977). Il en découle une remise en question de l'approche keynésienne, des thèses de Kuznets, de Lewis (1954), de Fred et Ranis (1961), voire la chute du mythe du *trickle-down* (Ehrhart, 2006).

Dans un contexte marqué par les crises économiques et la guerre froide, la Banque mondiale s'est progressivement imposée comme un acteur central du développement en soutenant la croissance des pays pauvres d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine (Ehrhart, 2006). Le passage au néolibéralisme par les programmes d'ajustement structurel, porté par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, visait à intégrer les pays endettés à l'économie mondiale (Selwyn, 2017). Ces deux institutions du Bretton Woods conçoivent que l'élimination des rigidités du marché du travail générerait des cercles vertueux d'augmentation des bénéfices des entreprises, d'accroissement de l'emploi et de croissance économique (Selwyn, 2017).

Plusieurs auteurs et autrices, à l'image de Belem (2010), Copans (2010), Harvey (2004, 2007) et Selwyn (2017), ont relevé les conséquences désastreuses de ces programmes d'ajustement structurel sur les pays en développement, tant dans les secteurs économique et social qu'environnemental. Ce bilan chaotique des réformes structurelles imposées aboutit à la reconnaissance du maintien d'un volet social dans les politiques du développement avec la reconsidération positive du rôle de l'État comme guide du développement économique du capital privé (Copans, 2010). Un nouveau consensus anti-pauvreté réunit en son sein les Nations Unies, la Banque Mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du Commerce, Organisation internationale du Travail et bien d'autres institutions, organisations et intellectuels progressistes (Rist, 1996). Pour le consensus anti-pauvreté, la plupart des crédits pour la réduction de la pauvreté doivent aller au capitalisme et au libre-échange, car ils permettent aux économies de croitre et c'est principalement la croissance qui réduit la misère (Selwyn, 2017).

Les avantages attribués au néolibéralisme ont été fortement contestés par plusieurs auteurs et autrices, qui le présentent parfois comme un facteur de sous-développement plutôt que comme une solution à celui-ci. En effet, Chossudovsky (1998/2004) et Selwyn (2017) constatent que, en fixant le seuil de pauvreté au dollar par jour, l'approche néolibérale manipule et truque les données sur la pauvreté. Elle œuvre non seulement à la concentration des richesses dans les mains d'une minorité de personnes, mais aussi au maintien des pays en développement dans une situation d'endettement et de dépendance à l'aide internationale (Selwyn, 2017). Les programmes de prêt de la Banque mondiale ont d'ailleurs été critiqués pour avoir réduit les dépenses publiques en santé, en éducation et en protection sociale, compromettant ainsi le développement du capital humain et la croissance économique de certains pays (Abouharb et Duchesne, 2019). Par ailleurs, l'approche néolibérale se nourrit de la pauvreté et de la destruction de l'environnement, engendre de véritables désastres dans les secteurs sociaux (santé, éducation, emploi), s'attaque aux droits des femmes et encourage le racisme, les guerres et les conflits ethniques (Chossudovsky, 1998/2004 ; Copans, 2010). Elle renforce les inégalités, rationalise l'oppression et l'exploitation des pauvres du monde au nom de l'aide à leur apporter (Selwyn, 2017).

Des autrices et auteurs critiques du néolibéralisme, comme Chang (2002) et Harvey (2007), pensent que la croissance économique, la diversification structurelle et la mise à niveau de la technologie demandent une intervention active de l'État. Ils préconisent un rôle plus actif de l'État dans le développement économique, soulignant que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont eux-mêmes eu recours au protectionnisme et à l'intervention publique pour soutenir l'industrialisation. Selon Chang (2002), la protection tarifaire a notamment favorisé l'essor d'industries clés, comme le textile et la sidérurgie, contribuant ainsi à la puissance économique de ces pays. Ces exemples historiques peinent à masquer le manque de volonté des grandes puissances d'éradiquer la pauvreté à l'échelle planétaire, ce qui a inspiré à l'auteur cette métaphore : lorsque quelqu'un a atteint le sommet de la grandeur, il est très courant qu'il jette l'échelle par laquelle il a grimpé afin de priver les autres des moyens de monter après lui.

D'autres critiques rappellent également que le développement ne peut se limiter à la croissance économique, mais doit intégrer des dimensions sociales, politiques et environnementales, telles que l'égalité, la démocratie, les droits humains et la durabilité (Cohn et Hooks, 2016). Les analyses du BIT et plusieurs études ont montré que la croissance économique observée dans certains pays en développement n'a pas nécessairement amélioré les conditions de vie des populations. Les bénéfices de cette croissance ont souvent été récoltés par les groupes les plus riches, entrainant une aggravation des inégalités, de la pauvreté

et du chômage (Belem, 2010 ; Ehrhart, 2006). L'exemple de la République démocratique du Congo dans les années 1965-1980 (nommée Zaïre à l'époque) est éloquent à ce propos. Dans ce pays nanti en ressources minières, le président Mobutu a obtenu le soutien de l'Occident en le présentant comme un bastion anticommuniste offrant des concessions minières lucratives et un climat favorable aux investissements étrangers (Abouharb et Duchesne, 2019). En contrepartie, les institutions financières internationales et leurs responsables ont toléré la mauvaise gestion faite par le clan du président Mubutu au détriment du bien-être de la population, contribuant ainsi à l'appauvrissement d'un État pourtant richement doté en ressources naturelles (Abouharb et Duchesne, 2019).

Une solution proposée pour résoudre le problème dramatique des centaines de millions de personnes vivant dans la misère est de passer par une approche de développement orientée vers l'humain qui s'appuie sur la réponse aux besoins fondamentaux (Spitz et al., 1980). Ces besoins essentiels regroupent la nourriture, le logement, l'habillement, l'eau potable, le transport, l'éducation, la santé : en résumé, le niveau minimum de consommation individuelle des biens nécessaires à la vie et des services essentiels (Lê Abadie, 1977). L'approche des besoins fondamentaux repose sur la croissance des revenus primaires, la disponibilité des biens, des services de base et leur accessibilité, et elle accorde un intérêt particulier à l'usage des méthodes intensives dans la production de biens salariaux qui peuvent stimuler la création d'emplois mieux rémunérés et accessibles aux pauvres (Ehrhart, 2006). Cette approche a essuyé diverses critiques, notamment celle concernant le caractère subjectif et culturellement variable de la notion de besoin, qui rend difficile l'identification de critères universels (Latouche, 1991). Selon Rist (2013) et Spitz et al. (1980), cette approche néglige les réalités sociales et culturelles des sociétés, en plus de reposer sur une vision proche des théories de la modernisation et de la croissance. Par ailleurs, elle tend à se transformer en une forme d'ingénierie sociale. En outre, sous couvert de solidarité avec les plus pauvres, elle aurait servi à légitimer des interventions extérieures dans les pays du Sud en contournant parfois les gouvernements nationaux (Rist, 2013). En somme, les recherches d'Abouharb et Duchesne (2019) indiquent que les programmes de la Banque mondiale et ses différentes « réformes » ne parviennent pas à promouvoir la croissance économique et rendent par conséquent plus difficiles la réduction de la pauvreté et la réalisation des droits économiques et sociaux des populations.

En plus de ces énormes défis, le paradigme du développement doit également affronter une autre problématique : la crise de l'environnement. Les critiques des méfaits du paradigme de la croissance se sont intensifiées dans les années 1970, avec la crise économique qui a révélé les limites de ce modèle à réduire la pauvreté et les inégalités ainsi que les menaces pesant sur les mécanismes vitaux de régulation de la planète (Belem, 2010). Plusieurs sommets et conférences ont été organisés sous l'égide de l'ONU : conférence de Stockholm en 1972, rapport Dag Hammarskjöld en 1975, les sommets sociaux de Porto Alegre et de Seattle sur les gènes organisés, le sommet mondial pour le développement social à Copenhague, le sommet mondial de l'alimentation à Rome, le sommet des Villes à Istanbul, la conférence de Johannesburg, la conférence de Rio, la conférence de Rio+20 en 2012, etc. Ces sommets et conférences ont permis de mettre en évidence les problèmes qui menacent l'équilibre écologique de la planète ainsi que la manière dont les modes de vie des pays riches et pauvres contribuent à la dégradation de l'environnement. Avec des chiffres et des tableaux à l'appui, la Commission Brundtland, par exemple, a dressé la liste de problèmes suivants : déforestation, dégradation des sols, effet de serre, élargissement du trou d'ozone, croissance démographique, perturbation de la chaîne alimentaire, approvisionnement en eau, énergie, urbanisation, extinction des espèces animales, surarmement, protection des océans et de l'espace (Rist, 2013). Il s'agissait donc de concilier deux concepts

antithétiques, c'est-à-dire élaborer une approche du développement qui réponde à la fois aux impératifs de durabilité environnementale, sociale et économique. Le développement durable, qui a remplacé par la suite l'écodéveloppement, commande la promotion d'une croissance économique durable, équitable, profitable à tous et la création de plus de possibilités pour tous (ONU, 2020). Il vise à terme la réduction des inégalités, l'amélioration des conditions de vie de base, un développement social équitable, l'inclusion et la promotion d'une gestion intégrée et durable des ressources naturelles (ONU, 2020).

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), lancés par les Nations Unies en 2000 dans un contexte d'après-guerre froide, de multilatéralisme et de mondialisation néolibérale, visaient principalement la réduction de la pauvreté dans les pays du Sud (Fukuda-Parr, 2016). Toutefois, ils ont été critiqués pour leur conception restrictive du développement, centrée sur les besoins fondamentaux, ainsi que pour leur faible prise en compte des inégalités, des droits humains, de la gouvernance, de l'emploi, des conflits et des enjeux environnementaux, ce qui a limité leur portée transformatrice (Fukuda-Parr, 2016).

À la suite des OMD, les Objectifs du Développement durable (ODD), élaborés après le programme post-2015 pour dépasser les limites des OMD, sont issus d'un processus consultatif lancé à Rio+20 en 2012. Ils forment un programme mondial fixant des objectifs communs à tous les pays, qu'ils soient riches ou pauvres (Fukuda-Parr, 2016). Contrairement aux OMD, centrés surtout sur la pauvreté, les ODD couvrent un ensemble plus large de dimensions environnementales, sociales et économiques. Le développement durable vise à stimuler la croissance, aussi bien dans les pays pauvres que dans les pays riches, pour dynamiser l'économie mondiale (Tetreault, 2015). Le développement durable d'inspiration capitaliste mise sur les mécanismes de marché pour concilier économie et environnement. Le courant poststructuraliste la critique, y voyait un outil renforçant l'hégémonie occidentale et confiant le développement durable aux acteurs les plus puissants. Ce courant a vivement contesté l'approche néolibérale du développement durable au point de la comparer à une stratégie qui consiste à « confier au renard la garde du poulailler » (Tetreault, 2015, p.262).

L'action des mouvements sociaux et de l'Organisation des Nations unies a contribué à mettre en lumière les enjeux environnementaux et à promouvoir des approches autres que celles néolibérales. Toutefois, ces efforts n'ont pas réussi à remettre en cause l'hégémonie du modèle capitaliste. Les acteurs du développement durable n'ont pas obtenu l'adhésion des grandes entreprises ni des principales puissances économiques, qui continuent de privilégier des politiques favorisant la compétitivité. Cette résistance se manifeste, par exemple, par le refus des États-Unis de ratifier certaines conventions environnementales, telles que celles sur le changement climatique et la biodiversité (Rist, 1996). C'est ainsi que, depuis sa conceptualisation, il y a de cela plus d'une trentaine d'années (rapport de Bruntland 1988, conférence de Rio en 1992), l'industrie forestière poursuit la destruction des derniers peuplements de forêts naturelles, les pratiques de l'agriculture industrielle continuent de détériorer la fertilité des sols, la surpêche et la pollution des eaux continuent de menacer gravement la biodiversité aquatique, tandis que les mégaprojets hydroélectriques se développent et que les autorités gouvernementales maintiennent leur soutien à l'industrie nucléaire (O'Malley et Clow, 2015). Ce constat conduit à penser que la véritable source des problèmes environnementaux du monde contemporain tirerait bien son origine dans la construction sociale moderne du développement derrière laquelle les grands décideurs de l'économie dominante font passer le problème pour la solution (Rist, 2013).

Nonobstant ces insuffisances, l'internationalisation de l'approche néolibérale prouve son dynamisme sur le plan social, économique et politique. Elle s'impose aux États en développement comme la meilleure voie à suivre pour avoir accès aux aides financières en vue d'atteindre la prospérité générale. Toutefois, les mesures

prescrites par les politiques néolibérales suscitent des questions quant à leur mise en application et à leur efficacité pour un avenir radieux des pays en voie de développement, particulièrement en Afrique subsaharienne. La revue de littérature nous amène alors à nous questionner sur les trajectoires de démocratisation et de développement dans des contextes marqués de profondes vulnérabilités socioéconomiques, notamment l'analphabétisme et l'inadaptation des réformes dans les secteurs sociaux de base aux réalités locales. Elle amène aussi à nous interroger sur les effets attendus du désengagement de l'État, de la privatisation des moyens de production et des entreprises publiques sur la croissance économique, l'emploi et l'amélioration des conditions de vie, particulièrement dans des sociétés caractérisées par une forte proportion de jeunes confrontés à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire. Ces éléments constituent pour nous autant de pistes de réflexion qui méritent d'être approfondies dans l'analyse des dynamiques des approches et de développement.

2.2 Les approches de la dépendance et de l'après-développement

L'approche de la modernisation a fait l'objet de nombreuses critiques, notamment celle de présenter un caractère occidentalo-centriste travaillant à la diffusion du mode de vie occidental et l'économie libérale (de Sardan, 1995). Parpart et Veltmeyer (2015), quant à eux, évoquent l'idée d'une forme d'impérialisme culturel, c'est-à-dire le fait d'imposer une idée pour protéger les intérêts de la domination impériale. Cet avis est partagé par Buttel et McMichael (2005), qui soutiennent que la fin officielle du colonialisme, les discours sur le développement centrés sur la modernité, le progrès et la rationalité ont servi à maintenir une certaine vision du monde. En réalité, la modernisation a surtout fonctionné comme un outil d'enrichissement des élites, d'occidentalisation et de domination sur les pays pauvres. D'autres autrices et auteurs, à l'instar d'Amin (1988), de Frank (1966) et de Wallerstein (1974), expliquent que les difficultés des pays du Sud ne résultent pas principalement de facteurs internes, mais des rapports historiques et structurels qui les lient aux pays industrialisés. C'est dans ce contexte qu'émergent les théories de la dépendance et du système-monde. Pour ces auteurs, le colonialisme a profondément désorganisé les structures économiques et sociales des sociétés colonisées. À titre illustratif, Frank (1966) et Wallerstein (1974) soutiennent que le sous-développement résulte de l'intégration des pays périphériques dans un système capitaliste mondial dominé par les pays du centre (industrialisés). Frank (1966) souligne que le sous-développement n'est pas un état initial ou un retard de développement, mais le résultat historique de l'intégration des pays périphériques (pays moins industrialisés) dans le système capitaliste mondial. Selon lui, le développement des pays du centre s'est construit parallèlement au sous-développement de la périphérie, et seule une rupture avec la dépendance néocoloniale permettrait un développement autonome. Pour sa part, Wallerstein (1974) met l'accent sur le rôle de la division internationale du travail dans la reproduction de ces inégalités et estime que l'économie-monde capitaliste est structurée autour d'un rapport inégal entre le centre et la périphérie, reproduisant ainsi les disparités de développement à l'échelle internationale. L'inégalité de l'échange entre la périphérie pauvre et le centre riche réside dans la convergence des coûts de la main-d'œuvre. Les écarts salariaux importants à l'échelle internationale permettent aux pays développés de récolter une part de la plus-value produite dans les pays pauvres, ce qui, pour ces derniers, réduit les possibilités d'accumulation du capital et entrave leur développement économique (Larrain, 1989). Dans cette perspective, Emmanuel (1969) préconise l'autarcie, la diversification économique, la création d'un marché commun entre pays en développement et la réduction des échanges extérieurs. Cette proposition prend aussi en compte le remplacement des filières d'exportation traditionnelles par des productions substituables aux importations

ainsi que l'élimination des rapports de production freinant le développement des forces productives (Larrain, 2013).

Amin (1988), quant à lui, analyse l'accumulation mondiale à travers l'échange inégal en introduisant les notions de l'accumulation autocentrée et l'accumulation égocentrée. Selon lui, l'accumulation autocentrée consiste à réinvestir les richesses produites au service du développement national tandis que l'accumulation égocentrée concentre ces richesses entre les mains d'une minorité privilégiant ses intérêts particuliers au détriment du développement collectif. Il explique le sous-développement par l'absence d'une dynamique d'accumulation égocentrique dans la périphérie qui, pour lui, est synonyme de destruction des modes de production précapitalistes. Il estime que cette accumulation provoque la baisse du profit des pays du centre, compensée par l'impérialisme et l'exploitation de la périphérie. Pour lui, cette exploitation s'opère par l'instauration d'un système d'exportation permettant au possesseur réel du capital une meilleure rémunération de leur capital ainsi qu'un accès aux matières premières et aux denrées alimentaires à de moindres coûts. Cet auteur avance que le développement tourné vers l'extérieur ne fait que reproduire le sous-développement en renforçant la dépendance des pays de la périphérie à l'égard du centre. Il préconise plutôt un développement autocentré, fondé sur la mobilisation des ressources internes, l'autonomie économique et la construction de solidarités entre pays du tiers-monde. Amin (1988) rejoint Wallerstein (1974) en affirmant que l'aide extérieure ne peut constituer une solution durable, dans la mesure où la division internationale du travail demeure structurée au profit des pays du centre et au détriment de ceux de la périphérie. En résumé, la division internationale du travail, à l'origine de la polarisation du monde entre centre et périphérie, a été structurée de manière à favoriser l'enrichissement du centre et l'appauvrissement de la périphérie.

Des auteurs comme Cardoso et Falleto (1969) procèdent à un examen poussé des rapports entre l'accumulation du capital, le développement des classes sociales et le processus politique. Selon eux, le développement des pays dépendants peut être favorisé par l'association entre capitaux étrangers et nationaux ainsi que par le transfert de technologies. Toutefois, ce processus propre au capitalisme génère à la fois croissance économique et progrès productif, mais aussi une aggravation des inégalités, de la marginalisation et de la pauvreté (Larrain, 2013).

L'approche de la dépendance a été confrontée à d'énormes difficultés qui ont entravé sa mise en œuvre. D'abord, l'absence d'une unanimité entre les « dépendantistes » a créé une dissension en leur sein. Emmanuel (1969), par exemple, était en désaccord avec l'idée d'une rupture complète des relations économiques avec le centre. McMichael, cité par Selwyn (2017), souligne une similitude fondamentale entre l'Est et l'Ouest au cours du projet de développement et note que, malgré la souscription des deux blocs politiques à des représentations opposées de la destinée humaine, ils ont partagé le même paradigme moderniste en faisant de l'industrialisation nationale le vecteur de développement de chacun d'entre eux.

Alors que les théoriciens de la dépendance s'intéressent principalement aux rapports économiques de domination, Escobar (2011), Esteva (1992) et Sachs (1992) plaident pour une remise en cause du paradigme occidental du développement et défendent des options fondées sur les savoirs locaux, l'autonomie des communautés et la reconnaissance de la diversité des trajectoires de bien-être. Escobar (2011) critique l'imposition des modèles occidentaux de développement, qu'ils considèrent comme une menace pour les cultures, les traditions et les institutions locales. En effet, le paradigme du développement a contribué à éroder les connaissances et les savoir-faire traditionnels, à creuser des inégalités sociales profondes, à réduire la créativité des populations et à limiter les possibilités de s'acquérir la reconnaissance sociale (Rist, 2013).

Esteva et Escobar (2020), pour leur part, défendent une approche fondée sur les savoirs et les expériences locales, où les populations définissent elles-mêmes leur bien-être et leurs modes de vie selon leurs valeurs et leurs pratiques culturelles. Selon eux, l'après-développement ne cherche pas à revenir à des modes de vie archaïques, mais à promouvoir des possibilités autres que le modèle dominant de développement, jugé destructeur pour l'environnement et les liens sociaux, et responsable de l'aggravation de la pauvreté et de l'exclusion. L'après-développement se focalise donc sur la revalorisation des théories, des résistances et des savoirs locaux qui ont été disqualifiés et perçus comme arriérés, déconnectés de l'histoire et de la modernité (Thomas, 2016). L'économie sociale et solidaire proposée vise à améliorer la qualité de vie grâce à des modes de consommation durable et à l'autonomisation des femmes (Escobar, 2016). Sur le plan politique, cette approche prône la pluriversalité et cherche ainsi à dépasser l'hégémonie du modèle occidental de développement et à promouvoir des formes plus inclusives d'organisation sociale et politique (De la Cadena, 2010 ; Escobar, 2016).

Les théories de la dépendance et du système-monde (Amin, 1988 ; Emmanuel, 1969 ; Frank, 1966 ; Wallerstein, 1974) et de l'après-développement (Escobar, 2011 ; Esteva, 1992 ; Esteva et Escobar, 2020 ; Sachs, 1992) ont fortement contribué à la compréhension des rapports inégaux qui structurent l'économie mondiale en mettant en évidence l'érosion des savoirs locaux et le rôle de la division internationale du travail dans la reproduction du sous-développement des pays périphériques. Toutefois, les transformations de l'économie mondiale, notamment les crises financières, l'endettement croissant des pays du Sud et les effets contrastés des programmes d'ajustement structurel, ont révélé certaines limites de ces approches (Chossudovsky, 1998/2004 ; Copans, 2010 ; Harvey, 2004, 2007 ; Latouche, 1991 ; Selwyn, 2017). Ces critiques ont favorisé l'émergence de nouvelles perspectives qui, tout en remettant en cause du paradigme dominant du développement, ont conduit à des réformes ainsi qu'à l'apparition de nouvelles approches au sein du système capitaliste.

3 Une solution de remplacement au développement capitaliste en Afrique : le développement endogène

La remise en cause du paradigme du développement, en raison de ses résultats mitigés, de ses tentatives d'occidentalisation des sociétés du Sud et des préjugés portés sur l'organisation sociale, politique, économique et culturelle des sociétés africaines, a entrainé l'émergence en Afrique d'alternatives de développement qui contrastent avec les principes de l'idéologie de la modernisation. Ces options de remplacement au développement capitaliste se sont inspirées des théories de la dépendance et du post-développement défendues par les tenants du socialisme africain (Kaluma-Simon et Kaluma-Simon, 1985). Il ne s'agit plus d'opposer modernité et tradition dans une logique d'éradication de cette dernière, mais plutôt de puiser dans la tradition des éléments susceptibles de contribuer au progrès des sociétés africaines, au bien-être de leurs populations et à la réduction de leur dépendance à l'égard de l'Occident. Cette dépendance se manifeste à plusieurs niveaux. Hountondji (1994) souligne notamment la dépendance de l'Afrique noire en matière de sciences et de technologies vis-à-vis de l'Occident. À l'instar d'Amin (1988), Hountondji (1988) estime que, sur le plan scientifique, la recherche en Afrique est extravertie, tournée vers l'extérieur et subordonnée à des besoins de recherche extérieurs, au lieu d'être autocentrée et destinée d'abord à répondre aux questions posées par la société africaine elle-même. Cette extraversion scientifique a des incidences sur l'économie de l'Afrique noire. Par exemple, les activités de recherche visant à améliorer la productivité agricole

ont été orientées vers les cultures d'exportation, afin d'approvisionner les usines des métropoles ou les industries d'import-substitution, au détriment des cultures vivrières dont dépendait une grande partie des populations locales (Hountondji, 1988).

Par ailleurs, Hountondji (1994) démontre que l'Afrique noire a longtemps servi non seulement de source de matières premières, mais aussi de fournisseur de données scientifiques brutes pour les centres de recherche métropolitains. Ces données sont analysées, valorisées et intégrées au corpus des connaissances reconnues par la science, mais la question de la place des savoirs locaux traditionnels dans leur rapport à la science moderne demeure. L'intégration au système mondial de production des connaissances marginalise les savoirs anciens et peut même les faire disparaître de la mémoire collective des peuples qui les avaient autrefois élaborés (Hountondji, 1988). L'extraversion scientifique se manifeste aussi par l'aliénation des langues locales africaines dans le processus de transmission du savoir scientifique. Cette situation, aggravée par l'absence d'un projet d'alphabétisation généralisée et par l'absence des langues africaines dans l'enseignement et la recherche, empêche une véritable démocratisation du savoir (Hountondji, 1994).

Des intellectuels africains noirs proposent d'orienter les politiques de développement vers une approche endogène et autocentrée. Tout le sens du développement endogène repose sur cette devise : « on ne développe pas, on se développe » (Ki-Zerbo, 1992, p. 51). Cette approche endogène compte sur le dynamisme des populations concernées qui, loin d'être remorquées par une quelconque générosité inter-État, constituent l'élément catalyseur de la réalisation de leur projet de société (Tezo Lubaki, 1992). Sur le plan scientifique, Hountondji (1988) propose un renversement de la perspective dominante, soit le passage d'une subordination stricte de la logique des transferts à une logique de l'invention, une rupture radicale avec l'extraversion au profit d'un développement endogène des savoirs et des savoir-faire. Ces savoirs endogènes représentent toute une configuration culturelle, une connaissance vécue par la société comme partie intégrante de son héritage (Hountondji, 1994). Sur le plan culturel, la nécessité de concrétiser la renaissance culturelle africaine s'impose. Cette renaissance désigne un retour aux sources mené à l'issue d'une réflexion critique autour « des traditions vivifiantes, des mœurs saines, des mythes riches en enseignements, des valeurs humanisantes, susceptibles de servir de matériaux dans l'élaboration de nouveaux modes de vie, de schèmes de comportement, bref, d'une culture propre à lui et qui, en même temps, correspond aux impératifs de la vie des sociétés d'aujourd'hui » (Tezo Lubaki, 1992, p. 87).

Pour l'ensemble des auteurs du développement autocentré, la crise du développement vient d'une priorité excessive donnée à l'économie au détriment du social. En Afrique noire, l'économie sociale et solidaire joue un rôle essentiel dans l'organisation des communautés. Il s'avère donc nécessaire d'élargir la notion de marché en intégrant les échanges sociaux et culturels fondés sur la réciprocité et la gratuité, qui génèrent des bénéfices durables (Ki-Zerbo, 1992). Sans omettre les avantages du marché, il faut aussi admettre que l'économie invisible enracinée dans l'endogène permet de tracer la voie du développement endogène, moteur de changement qualitatif et qui doit être, par conséquent, appréhendée comme un projet humain extensible à l'échelle planétaire où « les biens économiques et les liens sociaux seraient des valeurs mutuellement convertibles » (Ki-Zerbo, 1992, p. 67). Au lieu de naviguer dans un système syncrétique où tradition et modernité s'imbriquent, cet auteur suggère de profiter de la fertilité de tous les terrains de la production et de la reproduction pour rassembler les éléments nécessaires en vue de bâtir un projet de société en Afrique dans le cadre d'un développement planétaire revu et corrigé. Il appelle la démocratie occidentale à s'inscrire dans

le droit international du développement endogène qui, non seulement récuse la dépendance et la domination, mais garantit l'indépendance conformément au contenu autochtone du développement.

La Tanzanie a expérimenté l'approche du développement endogène à travers le programme *Ujamaa* (la base du socialisme africain) qui implique solidarité, travail et équité. *L'Ujamaa* s'appuie sur le postulat selon lequel le socialisme constitue l'expression naturelle des valeurs africaines de solidarité, tandis que le capitalisme est considéré comme une influence extérieure nuisible (Kaluma-Simon et Kaluma-Simon, 1985). Il convient dès lors de renouer avec ces valeurs identitaires afin de favoriser un développement fondé sur l'entraide et la fraternité (Kaluma-Simon et Kaluma-Simon, 1985). Lors de sa Déclaration d'Arusha en 1967 marquant l'adoption officielle du socialisme africain, le président Julius Nyerere présente douze points essentiels, dont les principes reposent sur la réduction des inégalités sociales, l'ardeur au travail, la solidarité, la confiance en soi et la confiance en ses propres valeurs, l'autonomie et le refus de considérer l'argent comme le principal moyen de promotion humaine. Il en découle la nécessité d'orienter la société vers le développement de l'homme plutôt que vers l'accumulation de richesses matérielles. Le socialisme africain devait permettre au peuple tanzanien de préserver son indépendance et sa liberté en évitant de dépendre de l'assistance extérieure (Rist, 1996). Après une dizaine d'années de mise en œuvre, l'autoévaluation réalisée par le président Nyerere lui-même met en évidence les éléments suivants :

> Dix ans après la Déclaration d'Arusha, la Tanzanie n'est certainement ni socialiste ni autosuffisante. La nature de l'exploitation a changé, mais l'exploitation n'a pas été éliminée complètement. La Tanzanie est toujours une nation dépendante et non une nation indépendante. Nous n'avons pas atteint notre but : il n'est même pas en vue. (Rist, 2013, p. 217-218)

Les recherches de Kaluma-Simon et Kaluma-Simon (1985) indiquent que l'*Ujamaa* n'a pas pu éliminer le système d'exploitation des paysans par des salariés, mais a plutôt entrainé une réappropriation et une transformation du marxisme, destinées à l'adapter aux besoins de la classe dirigeante. L'échec de l'*Ujamaa* peut s'expliquer non seulement par des facteurs conjoncturels (sécheresse, la hausse du prix du pétrole, etc.), mais aussi par une vision idéalisée des valeurs traditionnelles, qui n'a pas permis de prendre en compte les transformations sociétales survenues depuis la période coloniale, notamment la montée d'une volonté d'enrichissement individuel chez certains dirigeants (Rist, 2013).

L'approche du développement endogène a essuyé plusieurs critiques. Bien qu'elle ait enrichi les débats et la réflexion sur le développement, son impact réel sur les politiques de changement et la transformation sociale demeure limité (Pieterse, 2000). Si l'évolution vers la diversité culturelle est à saluer, le plaidoyer pour « la culture des peuples » ou la « culture endogène » peut conduire à l'ethnochauvinisme ou à la réification à la fois de la culture, des territoires ou du peuple (Pieterse, 2000). Munck (2015) abonde dans le même sens, attestant que l'après-développement ou le développement endogène n'offre pas une stratégie de rechange plausible. En faisant de la lutte contre la modernité son combat particulier, Pieterse (2000) trouve que le développement endogène est pris dans une impasse rhétorique parce qu'en fin de compte, il ne propose aucune possibilité de développement autre que l'auto-organisation des populations du Sud qui conduit à décharger l'État et les institutions internationales de leur responsabilité en matière de développement. Cohn et Hooks (2016) critiquent le développement endogène pour avoir surestimé sa portée en écartant les interventions positives possibles et en négligeant les facteurs économiques. Ses sentiments anti-modernisation, son attachement trop prononcé aux traditions et à l'endogène ainsi que son attitude envers la science et la technologie laissent percevoir un certain sentiment de nostalgie romantique qui glorifie le local, la communauté et des initiatives

ayant pour socle la base et privent les arguments de développement endogène de logiques convaincantes (Pieterse, 2000).

Malgré les limites inhérentes à l'approche du développement endogène, celle-ci continue de constituer une source d'inspiration pour de nombreux acteurs du développement. En Afrique noire, plusieurs ONG et organismes communautaires, ainsi que certaines politiques publiques, s'emploient à promouvoir l'économie sociale et solidaire, l'agroécologie et la gestion durable des ressources naturelles, tout en évoluant au sein d'un paysage marqué par des orientations néolibérales dominantes.

Conclusion

Le paradigme du développement a connu un essor important au milieu du XXe siècle, notamment à la suite du discours d'investiture du président américain Harry S. Truman en 1949, sous l'égide du système des Nations Unies et de ses institutions. L'analyse de la revue de littérature montre que le paradigme du développement a constitué un terrain de confrontation idéologique entre deux blocs antagonistes, tout en servant d'instrument de conquête et de consolidation de l'hégémonie culturelle, économique et politique des grandes puissances rivales (Copans 2010 ; Latham, 2003 ; Rist, 1996). Portées par les idéologies libérale et néolibérale, les principales approches de développement ont été promues comme des solutions à la pauvreté et au sous-développement dans les pays du Sud. Toutefois, leur mise en œuvre a suscité de nombreuses critiques quant à leurs fondements, leurs objectifs et leurs effets réels sur les sociétés concernées. Les travaux de Belem (2010), Copans (2010), Harvey (2004, 2007), Selwyn (2017), Chossudovsky (1998/2004), ainsi que plusieurs rapports des institutions du système des Nations Unies (Organisation Internationale du Travail), montrent que les politiques et les approches promues par le capitalisme néolibéral ont, dans de nombreux pays en développement, contribué à l'aggravation de la pauvreté. Les auteurs des théories de la dépendance et du post-développement (Amin, 1988 ; Emmanuel, 1969 ; Escobar, 2016 ; Esteva, 1992 ; Esteva et Escobar, 2020 ; Frank, 1966 ; Wallerstein, 1974) ont fortement critiqué les politiques néolibérales, qu'ils jugent responsables de l'aggravation des inégalités entre pays riches et pays pauvres à travers des échanges économiques inégaux. Par ailleurs, ces approches ont favorisé l'érosion des cultures et des savoirs endogènes sous l'effet du transfert et de l'imposition de modèles technologiques occidentaux (Escobar, 2016 ; Lachance, 1999 ; Rist,1996 et Thomas, 2016). Ceux-ci proposent des approches fondées sur l'idéologie socialiste. En Afrique, les critiques adressées aux modèles de développement dominants ont favorisé l'émergence de solutions fondées sur le développement endogène. Reposant sur la solidarité, la participation des populations ainsi que la valorisation de la culture et des savoirs locaux, ces approches apparaissent comme des voies prometteuses pour réduire la pauvreté et répondre aux réalités socioculturelles du continent (Hountondji, 1988, 1994 ; Ki-Zerbo, 1992). Toutefois, l'expérience de l'Ujamaa en Tanzanie, souvent présentée comme une illustration du socialisme africain et du développement endogène, n'a pas produit les résultats escomptés en matière de développement économique et de réduction de la pauvreté. Cette expérience montre que la réussite d'un modèle de développement ne dépend pas uniquement de ses fondements théoriques, mais également des conditions politiques, institutionnelles, économiques et socioculturelles dans lesquelles il est appliqué.

Références bibliographiques

Abouharb, M. R. et Duchesne, E. (2019). Economic development and the world bank. *Social Sciences*, *8*(5), article 156. https://doi.org/10.3390/socsci8050156

Allen, D. W. et Anzalone, S. (1981). Basic needs: New approach to development – But new approach to education? *International Review of Education*, *27*(3), 209-226. https://doi.org/10.1007/BF00598635
Amin, S. (1988). *Impérialisme et sous-développement en Afrique* (Nouvelle éd.). Éditions Anthropos.

Belaid, L. et Ridde, V. (2020). *Une cartographie de quelques méthodes de revues systématiques*. Centre Population et Développement. https://doi.org/10.5281/zenodo.3704004

Belem, G. (2010). *Du développement au développement durable: cheminement, apports théoriques et contribution des mouvements sociaux*. Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, ESG UQAM.

Buttel, F. H. et McMichael, P. (2005). *New directions in the sociology of global development*. Emerald Group Publishing Limited. https://www.emerald.com/insight/content/doi/10.1016/S1057-1922(05)11012-9/full/html.

Cardoso, F. H. et Faletto, E. (1969). *Dependencia y desarrollo en América Latina ; ensayo de interpretación sociológica*. Siglo Veintiuno Editores.

Chang, H.-J. (2002). *Kicking away the ladder : Development strategy in historical perspective*. Anthem Press.

Chossudovsky, M. (2004). *Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial* (traduit par L. Roy-Castonguay et M. Chossudovsky, 2e édition). Les Éditions Écosociété. (Ouvrage original publié en 1998)

Cohn, S. et Hooks, G. (2016). Introduction: A Manifesto for the Sociology of Development. Dans G. Hooks (dir.), *The Sociology of Development Handbook* (p. 1-18). University of California Press. https://doi.org/10.1525/9780520963474-002

Copans, J. (2010). *Sociologie du développement* (2e édition). Armand Colin.

De la Cadena, M. (2010). Indigenous cosmopolitics in the Andes: Conceptual reflections beyond "politics". *Cultural Anthropology*, *25*(2), 334-370. https://doi.org/10.1111/j.1548-1360.2010.01061.x

De Sardan, J.-P. O. (1995). *Anthropologie de développement : essai en socio-anthropologie du changement social*. Karthala. https://doi.org/10.2307/1161283

Ehrhart, C. (2006). Croissance, redistribution et lutte contre la pauvreté: l'évolution non linéaire de l'approche de la Banque mondiale. *L'Actualité économique*, *82*(4), 597-641. https://www.erudit.org/en/journals/ae/2006-v82-n4-ae1861/016405ar/abstract/

Emmanuel, A. (1969). *L'échange inégal: essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*. Maspero.

Escobar, A. (2011). *Encountering development: The making and unmaking of the Third World*. Princeton University Press.

Escobar, A. (2016). Décroissance, après-développement et transition. *Alternatives Sud*, *23*(3), 49-71. https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=5653191

Esteva, G. (1992). Development. Dans W. Sachs (dir.), *The development dictionary: A guide to knowledge as power* (p. 6-25). Zed Books.

Esteva, G. et Escobar, A. (2020). Post-Development@ 25: on 'being stuck' and moving forward, sideways, backward and otherwise. Dans A. Ziai (dir.), *The Development Dictionary@ 25 : Post-development and its consequences* (1re éd., p. 13-26). Routledge.

Ferguson, J. (1994). *The anti-politics machine : " Development," depoliticization, and bureaucratic power in Lesotho*. Minesota University Press.

Frank, A. G. (1966). *The development of underdevelopment*. New England Free Press.

Fukuda-Parr, S. (2016). From the millennium development goals to the sustainable development goals: shifts in purpose, concept, and politics of global goal setting for development. *Gender & Development*, *24*(1), 43-52. https://doi.org/10.1080/13552074.2016.1145895

Harvey, D. (2004). Le « Nouvel Impérialisme » : accumulation par expropriation. *Actuel Marx*, *35*(1), 71-90.

Harvey, D. (2007). *A brief history of neoliberalism*. Oxford University Press.

Hountondji, P. J. (1988). L'appropriation collective du savoir : tâches nouvelles pour une politique scientifique. *Genève-Afrique*, *26*(1), 49-61.

Hountondji, P. J. (dir.). (1994). *Les savoirs endogènes : pistes pour une recherche*. CODESRIA.

Izenzama Mafouta, N. (2008). *Le paradigme écologique du développement durable en Afrique subsaharienne à l'ère de la mondialisation : une lecture éthico-anthropologique de l'écodéveloppement*. Peter Lang.

Kaluma-Simon, M.-L. et Kaluma-Simon, M. (1985). Tanzanie : le marxisme apprivoisé. Dans A. Corten, M. Sadria et M.-B. Tahon (dir,), *Les autres marxismes réels* (p. 96-112). C. Bourgeois.

Ki-Zerbo, J. (dir,). (1992). *La natte des autres: pour un développement endogène en Afrique : actes du colloque*. CODESRIA ; Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique.

Lachance, G. (1999). Compte rendu de [RAHNEMA, Majid et Victoria BAWTREE. *The Post-Development Reader*. London, Zed Books, 1997, 460 p.] *Études internationales*, *30*(1), 167-170. https://doi.org/10.7202/704008ar

Larrain, J. (2013). *Theories of development: Capitalism, colonialism and dependency*. John Wiley & Sons.

Latham, M. E. (2003). *Modernization as ideology: American social science and "nation building" in the Kennedy era*. University of North Carolina Press.

Latouche, S. (1991). *La planète des naufragés: essai sur l'après-développement*. La Découverte.

Lê Abadie, N. (1977). Nouvelle stratégie de lutte contre la pauvreté à la « Conférence mondiale de l'Emploi » : Genève, 4 au 17 juin 1976. *Revue Tiers Monde*, *18*(70), 431-435. https://www.jstor.org/stable/23589212

Legouté, J. R. (2001). *Définir le développement: historique et dimensions d'un concept plurivoque*. Université du Québec à Montréal, Groupe de recherche sur l'intégration, Centre Étude internationales et mondialisation.

Munck, R. (2015). Les théories critiques du développement. Dans H. Veltmeyer et N. A. Tanimoune (dir.), *Des outils pour le changement : Une approche critique en études du développement* (p. 52-58). Les Presses de l'Université d'Ottawa. https://doi.org/10.26530/OAPEN_574290

Nambiema, A., Fouquet, J., Guilloteau, J. et Descatha, A. (2021). La revue systématique et autres types de revue de la littérature: qu'est-ce que c'est, quand, comment, pourquoi ? *Archives des Maladies Professionnelles et de l'Environnement*, *82*(5), 539-552. https://doi.org/10.1016/j.admp.2021.03.004

O'Malley, A. et Clow, M. (2015). L'écologie politique: l'écologisme pour le changement. Dans H. Veltmeyer et N. A. Tanimoune, *Des outils pour le changement : Une approche critique en études du développement* (p. 274-282). Les Presses de l'Université d'Ottawa.

ONU. (2020). *Objectifs de développement durable*. https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/

Parpart, J. et Veltmeyer, H. (2015). L'évolution d'une idée : une approche critique en études du développement. Dans H. Veltmeyer et N. A. Tanimoune, *Des outils pour le changement : Une approche critique en études du développement* (p. 5-14). Les Presses de l'Université d'Ottawa.

Pieterse, J. N. (2000). After post-development. *Third World Quarterly*, *21*(2), 175-191. https://doi.org/10.1080/01436590050004300

Rist, G. (1996). *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Presses de Sciences Po. https://journals.openedition.org/lectures/10397

Rist, G. (2013). *Le développement : histoire d'une croyance occidentale* (4e éd. rev. et augm). Presses de Sciences Po.

Rostow, W. W. (1962). *Les étapes de la croissance économique*. Éditions du Seuil.

Sachs, W. (dir.). (1992). *The development dictionary : A guide to knowledge as power*. Zed Book.

Saney, I. (2015). L'histoire à la lumière d'une approche critique du développement. Dans H. Veltmeyer et N. A. Tanimoune, *Des outils pour le changement: une approche critique en études du développement* (p. 30-34). Les Presses de l'Université d'Ottawa.

Selwyn, B. (2017). *The struggle for development*. John Wiley & Sons.

Spitz, P., Galtung, J., Preiswerk, R., Berthoud, G. et Guillaume, M. (dir.). (1980). *Il faut manger pour vivre... controverses sur les besoins fondamentaux et le développement*. Presses universitaires de France ; Institut universitaire d'études du développement.

Srinivasan, T. N. (1994). Human development: a new paradigm or reinvention of the wheel? *The American Economic Review*, *84*(2), 238-243.

Tetreault, D. V. (2015). Le courant dominant du développement durable. Dans H. Veltmeyer et N. A. Tanimoune, *Des outils pour le changement Une approche critique en études du développement* (p. 261-168). Les Presses de l'Université d'Ottawa.

Tezo Lubaki, M. A. (1992). De la renaissance culturelle des peuples de l'Afrique subsaharienne, comme condition sine qua non de leur développement endogène. Dans J. Ki-Zerbo (dir.), *La natte des autres : pour un développement endogène en Afrique : actes du colloque* (p. 73-108). CODESRIA ; Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique.

Thomas, F. (2016). Impératif de changement : le Sud à la manœuvre. *Alternatives Sud*, *23*(3), 7-22. https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=5653189

Wallerstein, I. (1974). The rise and future demise of the world capitalist system: Concepts for comparative analysis. *Comparative Studies in Society and History*, *16*(4), 387-415. https://doi.org/10.1017/S0010417500007520